

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest.

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone: LANCASTER 5361

Une dénégation de M. Shane

On vient de nous faire parvenir un article publié dans l'*Action Catholique* de Québec, en date du 15 octobre dernier, intitulé: « Il n'y a pas d'argent à faire là », au cours duquel nous relevons la méchanceté suivante:

« On nous permettra, toutefois, de relever ici une déclaration de M. Bernard Shane, organisateur du C. I. O. à Montréal, déclaration rapportée durant la journée syndicale de Sherbrooke, et publiée dans les journaux. A un officier des Syndicats Catholiques qui causait avec lui de l'industrie textile, et de l'organisation des ouvriers de cette industrie, M. Shane fit remarquer que l'Internationale ne s'intéressait pas aux ouvriers du textile parce qu'il n'y avait pas d'argent à faire là. »

Nous avons vu le confrère Shane à ce sujet et voici sa réponse:

« Je n'ai jamais fait aucune déclaration au sujet de l'industrie textile à qui que ce soit; je n'ai jamais été approché par personne, au sujet de l'organisation des ouvriers du textile; je ne suis pas l'organisateur du C. I. O. à Montréal, ni ailleurs; je suis organisateur pour la *International Ladies' Garment Workers* et celle-ci n'a pas juridiction sur les ouvriers du textile. Toute déclaration contraire est mensongère. J'ai trop de respect pour le Travail Organisé pour en faire une question d'argent. Nous organisons tous les ouvriers et ouvrières des métiers de la confection pour dames, nous les défendons envers et contre tous sans égard à ce que cela coûte à notre organisation, comme le prouve éloquemment l'expérience du passé. »

C'est clair, c'est précis et cela ne laisse place à aucune ambiguïté. Bien plus, les unions internationales n'organisent pas les ouvriers pour faire de l'argent: les fonds sont la propriété de tous les membres, ce sont eux qui en disposent, qui élisent leurs officiers généraux et locaux. Il faut être bien méchants pour faire des calomnies semblables. Pourquoi chercher à faire perdre le respect et la confiance que les membres des associations ouvrières doivent avoir pour ceux qu'ils ont librement choisis pour les diriger, la classe ouvrière est déjà assez divisée sans briser ses rangs davantage.

De plus, nous ajouterons que le Congrès des Métiers et du Travail du Canada a émis des chartes fédérales aux ouvriers du textile, branche de la soie; qu'il continuera à en émettre au fur et à mesure que l'organisation de cette industrie progressera, tout comme il organisera la branche du coton et du tricot quand les ouvriers intéressés en manifesteront le désir. Le Travail Organisé n'est pas intervenu dans la grève à la Dominion Textile parce que ce n'est pas dans notre rôle, ni dans nos habitudes, de diviser des ouvriers qui luttent pour de meilleures conditions de travail; cela ne veut pas dire que nous nous désintéresserons de leur sort, nous agirons quand le temps sera venu, que cela paie ou ne paie pas; que les syndicats catholiques en fassent autant et bien des malentendus se dissiperont.

A bâtons rompus

Nous avons le plaisir d'entendre, de temps à autre, des hommes d'Etat faire des déclarations qui nous réconcilient quelque peu avec les politiciens et permettent d'augurer beaucoup mieux de l'avenir que du présent. Ainsi, lors du dîner du 50e anniversaire de la Chambre de commerce de Montréal, l'hon. Adélar Godbout, chef du parti libéral de la province de Québec, a fait un bijou de discours au cours duquel il a déclaré:

« Le problème du chômage doit être résolu de façon à donner à chacun le moyen de gagner sa vie. Nous avons trop de tout et une grande partie de la population manque de tout: c'est la grande misère de la surabondance. Il faut trouver soit le moyen de mettre tous les chômeurs au travail, soit le moyen de les faire vivre s'il n'y a pas de travail. Ne pourrait-on pas recommander de raccourcir les heures de travail afin de faciliter l'emploi d'un plus grand nombre de personnes? »

C'est bien un signe des temps. Lorsque il y a déjà plusieurs années, le Travail Organisé préconisait la réduction des heures de travail, l'établissement par législation de la journée de huit heures et la semaine maximum de 48 heures pour TOUS indistinctement, ce fut un tollé presque général chez le patronat et parmi nos législateurs; nous étions des socialistes (?) — maintenant on dirait communistes —, nous voulions tuer l'industrie et la poule aux oeufs d'or — possible que cette bonne poule pondait des oeufs d'or... mais pas pour nous. Comme tout cela est loin déjà. Aujourd'hui, à un dîner de la Chambre de Commerce (canadienne-française, par-dessus le marché!), celui que l'on considère, dans la masse du peuple, comme le prochain premier ministre du Québec, vient lui-même demander de raccourcir les heures de travail et déclare que dans un pays où nous avons trop de tout une trop grande partie de la population manque de tout.

Il nous semblait entendre la voix des pionniers du Travail Organisé d'antan réclamer ces réformes devant un auditoire d'ouvriers. Il serait donc vrai que nous pouvons regarder l'avenir avec confiance.

Vous avez certes entendu parler de la loi Wagner des Etats-Unis qui a remplacé la N. R. A., celle-ci ayant été déclarée inconstitutionnelle par la Cour Suprême, cette loi qui est administrée par un Labor Board dit tout simplement aux employeurs:

« Vous ne devez en aucune façon intervenir pour empêcher vos ouvriers de s'organiser.

« Si vous employés sont organisés, vous devez négocier avec eux sur un pied d'égalité, en tout ce qui concerne les salaires, les heures et les conditions de travail. »

C'est à peu de chose près ce que le Travail Organisé du Québec réclame. Il dit, en somme, aux législateurs: reconnaissez-nous ce droit et laissez-nous tranquilles avec toute votre législation sociale de pacotille qui retire d'une main ce qu'elle fait semblant de donner de l'autre.

Le certificat de qualification

MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROVINCE DE QUÉBEC

Monsieur Joseph Matte, Secrétaire,
Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis,
100 des Commissaires, Québec, Qué.

M. le Secrétaire,

J'ai pris connaissance de la vôtre du 12 octobre et je suis en mesure de vous communiquer la décision suivante.

Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil n'accordera plus désormais aux comités conjoints existants, l'autorisation d'octroyer aux organisations ouvrières le privilège d'émettre des certificats de qualification; ces certificats de qualification seront désormais sous la responsabilité exclusive des comités conjoints de l'industrie ou des métiers concernés.

Toutefois, les organisations ouvrières pourront maintenir leur bureau d'examineurs et les comités conjoints pourront agréer les recommandations de ces bureaux d'examineurs et procéder subséquemment à l'émission de certificats de qualification en se basant sur leurs recommandations.

Sincèrement à vous,

WM TREMBLAY,
Ministre du Travail.

Sous l'empire de la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (Chapitre 56, 24 Geo. V, 1933), généralement appelée loi Arcand, et qui a été remplacée par la loi relative aux salaires des ouvriers, les membres d'une association de salariés étaient dispensés de l'examen pour obtenir la qualification, si telle association leur faisait subir tel examen: cela voulait dire que la carte d'union ouvrière équivalait à la carte de compétence émise par les comités paritaires aux ouvriers qui ne faisaient pas partie d'une union ouvrière; ce qui, par ricochet, a fait augmenter considérablement le nombre de membres des unions ouvrières. C'était, franchement parlant, un atout que l'ancien régime avait placé dans les mains du Travail Organisé et ce pour le plus grand bien de la classe ouvrière.

Il faut croire que cela ne faisait pas l'affaire des pygmées du nouveau régime qui ont saboté toute cette législation sociale et ont remplacé ces prévisions par l'article suivant:

« 30. Nonobstant les dispositions de l'article 27 (lui dit: le certificat de qualification est émis par le bureau des examinateurs), il est loisible au comité sur approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, de permettre à une association de salariés d'émettre des certificats de qualification en faveur de ses membres, si cette association leur fait subir un examen. »

Notez bien la différence entre ces deux textes de loi: d'après la loi des conventions collectives de travail de 1933, du moment qu'une association de salariés faisait subir un examen à ses membres leur carte d'union devenait *ipso facto* leur certificat de qualification, le seul recours qu'il y avait, c'est qu'en cas de contestation sur la qualification de l'ouvrier le bureau des examinateurs, nommé par le comité conjoint, réglait, sans appel, le conflit.

Tandis que, d'après la nouvelle loi, cela devient le comité conjoint qui permet à une association de salariés d'émettre des certificats de qualification et encore faut-il que cela soit autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil (lisez: le ministre, tout court.) Il y a plus, car « en cas de différend entre un employeur et un salarié relativement à l'examen, il y a appel au comité et ensuite au ministre dont la décision est finale ». Non, mais franchement, ce que le ministre du Travail doit en avoir une compétence pour décider ainsi de lui-même de la qualification d'un ouvrier dans tous les métiers et genres d'industries: un véritable « jack of all trades », quoi! Non seulement le titulaire actuel du ministère du Travail n'a pas la compétence voulue, mais nous doutons fort qu'il soit possible à un expert en la matière de décider *ex-cathedra* de la qualification d'un ouvrier de tous les métiers.

La lettre du ministre au secrétaire du Conseil fédéré des Métiers et du Travail de Québec l'informe tout simplement que la carte d'union ne pourra plus remplacer le certificat de qualification, qui sera donné exclusivement par le comité conjoint.

Tirez vos conclusions vous-même; quant à nous, nous estimons que cette décision ministérielle semble confirmer la rumeur qui veut que c'est le dada de la nouvelle administration de briser TOUTES les associations ouvrières — internationales, nationales ou catholiques — pour les remplacer par des comités d'usines — lisez: unions de compagnie — et des décrets de l'Office des salaires raisonnables.

Ce qui nous mènera au fascisme, sous le nom de corporatisme.
Heil Hitler Duplessis et Viva Il Duce Mussolini Tremblay!

Qualité indéniable

THÉ
509F
"SALADA"

Ce qui se passe dans nos unions

Par BEN. DROLET.

LES OUVRIERS EN FOURRURES RECLAMENT L'ATELIER FERMÉ

A la conférence canadienne des ouvriers en fourrures du Canada, tenue à Montréal, samedi le 30 et le 31 octobre, à l'hôtel Mont-Royal, sous la présidence de M. Ben Gold, président général de l'union internationale. Des décisions importantes et effectives pour les ouvriers de cette industrie ont été prises afin de rendre les conditions de travail, les heures et les salaires uniformes dans les villes du Dominion les mieux organisées.

Un point capital que la conférence a adopté est celui qui a trait à l'atelier fermé. A ce sujet et avec l'appui financier de l'union internationale, une campagne de recrutement parmi les quelques milliers de travailleurs en fourrures non encore organisés, sera entreprise de Québec à Winnipeg. Un bureau spécial sera ouvert dans la vieille capitale, lequel (ce bureau) s'occupera de l'organisation des travailleurs en fourrures de cette ville.

En ce qui concerne Montréal, qui est le second centre d'affaires de l'industrie de la fourrure après New-York, les conditions de travail ne peuvent être améliorées à moins que tous les ouvriers en général, hommes et femmes, apportent une stricte coopération, et que les salaires payés à Toronto le soient en notre ville.

C'est là une décision des ouvriers en fourrures de Toronto de ne pas réclamer d'augmentation aux employeurs, avant que les ouvriers de notre ville n'aient obtenu un salaire similaire. Ceci veut dire qu'aucun engagement pour un nouveau contrat collectif de travail ne sera signé avant que les employeurs de la ville Reine payent à leurs ouvriers. Telles sont les réformes qui seront exigées par l'union internationale des travailleurs en fourrures pour les ouvriers de cette industrie, et qui ont été expliquées par le président et le secrétaire général.

MM. Ben Gold et Pietro Lucchi, au cours d'une assemblée monstre, tenue dimanche dernier, au café St-Jacques, au 415 Ste-Catherine est, entre les officiers précités plus haut, on remarquait des délégués venant de Toronto, Winnipeg, Hamilton, Ottawa, Québec ainsi que de Montréal, M. Emile Perreault, président du Conseil conjoint des locaux 66 et 67 présidait. Les orateurs furent: MM. Raoul Trépanier, S. Kreisman, M. Kligg, Max Freedman, Toronto; F. X. Perron, président du local 68 de Québec; M. Natenouff, Toronto; Adrien Courville, Montréal; L. Rabblins de Winnipeg; Pietro Lucchi, Albert Roy, ainsi que Ben Gold, dont le discours ne fut pas le moindre par les déclarations sensationnelles qu'il fit. A travers ces discours, il appert que le support financier le plus entier sera accordé pour faire du futur contrat de travail le meilleur que les ouvriers en fourrures aient obtenu jusqu'ici.

Le secrétaire général, P. Lucchi, considère que le ralliement imposant des ouvriers en fourrures de Montréal était pour lui, comme une mobilisation des forces ouvrières du Canada. Il compte sur la coopération des hommes et des femmes employés dans cette industrie, pour l'obtention de l'atelier fermé, et il cite que l'union internationale avait déjà dépensé plus d'un demi million de dollars pour supporter la cause des ouvriers en fourrures et que ce geste sera renouvelé si nécessaire.

DES REDUCTIONS LE 11 NOVEMBRE

M. C.-P. Riddell, président de la Canadian Passenger Association, annonce qu'à l'occasion de la fête du Souvenir, le 11 novembre, les chemins de fer canadiens délivreront des billets aller et retour pour le prix d'un billet plus un quart.

Ces billets seront valables, à l'aller, depuis mercredi le 10 novembre jusqu'à 2 hrs de l'après-midi, jeudi le 11 novembre. Le coupon de retour sera valable jusqu'à minuit, vendredi le 12 novembre.

TOUT VA BIEN CHEZ LES OUVRIERS EN PRELARTS

Plus de 200 ouvriers en prelarts ont jusqu'ici joint le local 120 de cette nouvelle organisation, qui détient sa charte du Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Pour la deuxième fois, les officiers ont cru bon de réunir les employés de cette industrie, jeudi dernier, aux quartiers généraux des cordonniers, 1331 rue Ste-Catherine est, pour expliquer le but réel de l'organisation.

M. Luc Hébert, président, occupait le fauteuil, il était assisté de MM. Fred Collins, organisateur de Toronto; Albert Roy, vice-président général des ouvriers de la fourrure, et Nelson Fortier, président de l'union des employés de tavernes. Le principal crateur de la soirée fut M. Albert Roy: "Vous êtes réunis dit-il, parce que c'est une bonne pensée qui vous a décidé de venir entendre prêcher la nécessité de l'organisation. D'après ce que l'on dit, vous en avez besoin, car il s'agit de votre gagne-pain, et c'est par une union solide que vous serez en mesure de relever les conditions de travail existantes. Ce qui est étrange, de dire M. Roy, c'est qu'en 1937, nous sommes obligés de parler de l'organisation. L'expérience acquise est là pour le prouver, que les non-organisés sont entre les mains des patrons exploités, ils sont presque à la mendicité et ils travaillent durant des heures interminables et pour des salaires de famine. Ces mêmes patrons sont organisés, eux, pour protéger leurs intérêts, ils se lient les uns aux autres pour augmenter leurs profits. Ces patrons sans conscience, refusent le droit d'union à leurs ouvriers, ils craignent que la force ouvrière unie finisse par triompher du despotisme et de l'esclavage et que l'équilibre revienne mettre chacun à la place qu'il doit avoir dans la société. En terminant, il réclame que pour faire vivre sa famille, il ne faut pas s'illusionner ce n'est que par l'union seulement que les ouvriers réussiront à obtenir ce dont ils ont besoin. Au contraire s'ils refusent de joindre les rangs de l'union de leur métier, ils n'accomplissent pas leurs devoirs de citoyens et de pères de famille."

M. Fred Collins fit une revue complète du mouvement ouvrier ontarien, lequel est identique à celui de la province de Québec. Que les dirigeants aient à poursuivre une lutte continuelle pour faire comprendre aux intéressés la nécessité de l'union ouvrière, afin d'abolir les présentes conditions de travail déplorables des ouvriers.

M. Nelson Fortier dit aussi quelques mots, invitant les ouvriers en prelarts de favoriser de préférence les tavernes où la carte d'union est affichée et les commis portent le bouton de l'union.

LES CORDONNIERS DE SAINT-HYACINTHE

Au cours d'une nombreuse et enthousiaste assemblée des travailleurs en chaussures de St-Hyacinthe, tenue le 27 octobre dernier, sous les auspices du local 257 de la Boot and Shoe Workers Union, trente-cinq nouveaux membres furent admis et initiés par M. Lionel Thibault, assistant agent d'affaires du local 249 de Montréal. Il était assisté de N. A. Bastien, organisateur de la Fédération Américaine du Travail, qui agissait comme secrétaire.

On procéda à l'élection des officiers qui a donné le résultat suivant:

Albani Frédéric, président; A. Mongeau, vice-président; Jos. Bernier, secrétaire archiviste; Ovilla Bonnette, secrétaire financier et trésorier; J. Riendeau, sergent d'armes; auditeurs: A. Grisé, J. Bernier et M. Girouard; comité exécutif: N. Berger, McDuff, Berthiaume, Paul Levesque, Lamontagne, Moreau et Cloutier. L'installation des officiers fut présidée par M. Lionel Thibault, qui fit prêter le serment d'office aux nouveaux titulaires.

LES BUANDIERS FONT DU PROGRES

L'union des travailleurs en buanderie, teinturerie, nettoyage et service de valet, local 122, gagne du terrain considérablement. A chacune des réunions des ouvriers de cette industrie, un grand nombre de nouvelles recrues y adhèrent. L'effectif compte maintenant, selon les rapports des officiers, près de 60 pour cent du nombre d'ouvriers employés dans l'industrie. Un encouragement vers l'organisation des gens de cette profession est donné à chaque assemblée par des hommes d'expérience du mouvement ouvrier international.

Mercredi soir, l'union avait l'honneur de recevoir Me Lucien Rodier, aviseur légal des unions internationales de Montréal. Invité à adresser la parole par le président R. Lepage, M. Rodier s'est appliqué à faire une revue de ce qu'était l'influence et la force du mouvement ouvrier international de cette province. Il met en garde les ouvriers non-organisés qu'ils auraient à faire face aux puissances opposées; ces puissances capitalistes obtiennent ce qu'elles veulent des pouvoirs publics lorsqu'il s'agit de leurs intérêts en jeu. Autrefois, dit-il, les ouvriers fortement organisés n'avaient aucun obstacle sur leur chemin quand il s'agissait d'obtenir des contrats de travail avec leurs employeurs. Le loi du salaire raisonnable en mains, il fournit les explications concernant cette loi, et ce qui arriverait si les autorités l'appliquaient à l'industrie telle que la buanderie et autres. Me Rodier fut vivement remercié pour les informations qu'il a bien voulu fournir à la nombreuse assistance.

Une résolution appuyant l'union des chauffeurs de taxis a été adoptée, dans leur demande de patroner seulement que les propriétaires de taxis dont les voitures sont revêtus de l'emblème de l'union. Afin de faciliter la rentrée des nouveaux membres, un bureau temporaire sera ouvert tous les jeudis de 2 hrs à 4 hrs et de 6 hrs à 10 hrs P.M., au No 2034 rue St-Timothée. Les réunions régulières se tiendront à l'avenir, tous les mercredis soirs au No 395 rue Ste-Catherine ouest.

LES BOUCHERS PRESENTENT LEURS DEMANDES

La nouvelle union des bouchers, coupeurs et empaqueteurs de viande, local 121, a fait le premier pas vers la compagnie la plus puissante de cette industrie. On se rappelle qu'au cours d'une assemblée générale des intéressés, une échelle de salaires par classification a été établie, fixant les prix de l'heure que chaque ouvrier de la boucherie devait être payé.

Donc mardi de cette semaine, un comité composé du président W. Couturier, du vice-président Steve Schmidt et du secrétaire Georges Couturier, ainsi que M. Raoul Trépanier, président du Conseil des Métiers et du Travail qui accompagnait la délégation, s'est présenté à la Compagnie Wilsil, de la rue Mill, et a soumis au vice-président de la dite compagnie, M. Law, une demande pour une augmentation des salaires telle que formulée par l'union.

Cette entrevue, a-t-on rapporté, a donné lieu à une discussion amicale entre les représentants de l'union et M. Law. Ce dernier aurait déclaré que les propositions relatives aux demandes des ouvriers, lui paraissent raisonnables, mais cependant, il devait les soumettre au bureau des directeurs de la compagnie et qu'une réponse serait rendue vendredi le 5 courant, à 2 heures de l'après-midi.

M. Raoul Trépanier s'est entretenu longuement avec M. Law, sur la nécessité d'une amélioration des conditions de travail, c'est-à-dire des heures et des salaires plus en rapport avec les conditions de la vie actuellement. On rapporte que M. Law a paru beaucoup intéressé des explications fournies par le président du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal.

RECETTES DU CANADIEN NATIONAL

Les recettes brutes du Canadien National durant la semaine terminée le 18 octobre 1937 se sont élevées à \$4,613,150 contre \$3,946,415 durant la semaine de 1936 correspondante, une augmentation de \$66,735.

SUCCES D'UNE FETE DE DAMES AUXILIAIRES

La partie de cartes et danse organisée par la Loge Loyal Star No 27, des dames auxiliaires de la Fraternité des Wagonniers d'Amérique a été un franc succès. La fête eut lieu vendredi dernier à l'Auditorium, 375 rue Ontario ouest sous le patronage de M. L. A. Beaudry, vice-président général des Wagonniers. Près de 1.000 personnes assistaient à cette événement social. Parmi lesquelles, on distinguait MM. Jos. Tremblay, D. Peltelle, respectivement président et secrétaire de la Loge St-Henri 606; Lucien Denis, président de la Loge Terminal 72; Lionel Therrien, président de la Loge Ste-Marie 234; Walter Williamson, président de la Loge Branch Yard No 1418; M. Rainier, président de la Loge Aberdeen; U. S. Upton, L. A. Aubin, A. P. Nolet, Arthur Martel, Raoul Trépanier, vice-président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada; Georges Gauthier, R. B. Lamarche, Edouard Larose, C. Létendre, H. Milling, Aldéric Lapierre, MMes A. Ledoux et S. Bouiy et un grand nombre d'autres, tous officiers des diverses loges des wagonniers.

La danse sous l'habile direction de Mme Gaston Vincent et de l'orchestre de l'union H. Laing, les danseurs s'en sont donné à coeur joie. Plus de 75 prix ont été distribués aux vainqueurs des parties de cartes, sous la direction de M. C. Miron, secrétaire de la Loge Ste-Marie.

Parmi les invités on remarquait les présidentes des loges Royal Star de Toronto. Durant l'intermission une magnifique gerbe de fleurs a été présentée à Mme Gaston Vincent, président, en signe de reconnaissance pour ses services précieux durant cette fête. Les bénéfices de cette soirée seront affectés à l'achat et l'érection d'un arbre de Noël pour les enfants des membres de la Fraternité des Wagonniers.

MALAISE CHEZ LES OUVRIERS DE LA CHAUSSURE

Quoi qu'en disent certains optimistes, ça ne va pas bien dans l'industrie de la chaussure par le temps qui court. L'application du contrat collectif est lente, parce que, dit-on, on y apporte trop d'objections à certaines clauses de part et d'autre.

On se plaint de certains manufacturiers, qui se plaisent à vouloir établir des systèmes qui sont toujours au détriment des ouvriers, parce que ceux-ci dans la plupart des cas ne peuvent donner un rendement équivalant au prix fixé de 55 cents de l'heure par le contrat collectif. Une critique sévère est soulevée à chacune des réunions du local 249, et on ne se gêne pas pour démasquer ceux qui cherchent par l'introduction de ce système à exploiter les travailleurs de la chaussure.

Les manufacturiers sachant que l'union pour la protection de ses membres âgés, avait décidé d'accorder des permis pourvu qu'ils se présentent à l'exécutif du local, qui à son tour soumet la demande au comité paritaire. Il appert que les employeurs profitent de cet état de choses et donnent de l'emploi de préférence à cette catégorie d'employés pour ne pas être dans l'obligation de payer le minimum de 55 cts de l'heure. De là découlent toutes les protestations contre ces moyens détournés des patrons despotes et exploités. On craint que cela ne devienne un abus qui peut amener des conséquences graves parce que les membres semblent être rendus à bout de patience.

GREVE REGLEE DANS UNE TAVERNE

Ces jours derniers, une grève partielle éclatait dans une taverne de la rue Mt-Royal est. Le cas qui occasiona ce différend était que le patron refusait de reprendre un commis de l'union. Devant ce refus persistant, l'union des employés de tavernes, local 200, organisa un piquetage en face de l'endroit. On apprend que la grève a pris fin mardi dernier. Une entente a été conclue que le patron reprendrait ses deux employés membres de l'union. Quand aux salaires et aux conditions de travail, ces deux questions seront réglées plus tard, au cours d'une entrevue qui aura lieu sous peu.

Cette grève avait l'appui général des unions internationales et plus particulièrement du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal.

FUMEZ LES Cigarettes GRADS

HONNEUR A UN LEADER OUVRIER

C'est samedi, le 13 novembre prochain que se déroulera dans la spacieuse salle des réceptions de l'édifice des débardeurs, située au No 525 rue Bonsecours près de St-Denis, la grande fête organisée en l'honneur de M. Raoul Trépanier. Cette manifestation d'estime qui est organisée par ses nombreux amis du Mouvement Ouvrier International, promet de remporter un vif succès si l'on en juge par la rapidité avec laquelle les cartes d'entrée s'enlèvent depuis déjà quelque temps.

Cette fête de la grande famille internationale est organisée à l'occasion de l'anniversaire de naissance de M. Trépanier et aussi pour fêter comme il convient sa récente élection comme vice-président général du Congrès des Métiers et du Travail du Canada. Elle a de plus un autre but, et c'est celui de reconnaître d'une façon non équivoque les nombreux services que M. Trépanier a rendus à la classe ouvrière internationale depuis qu'il occupe la charge importante de président du Conseil central des métiers et du travail de Montréal. En effet, dans sa nouvelle charge, M. Trépanier a déployé un zèle et une vigueur à toute épreuve et il mérite bien qu'on reconnaisse publiquement son grand dévouement à la cause de l'unionisme.

Les organisateurs de la fête n'ont rien négligé pour la rendre la plus attrayante possible et ont élaboré un programme de circonstance de tout premier ordre: présentation d'une adresse et d'une bourse aussi bien garnie que possible, discours, musique et danse en famille pour terminer la fête. C'est donc annoncer qu'à part des hommes, les dames et demoiselles y sont cordialement invitées. L'orchestre de Maurice Meerte du local 406 des musiciens fera les frais de la musique et le roi des comiques, Teddy Burns, sera de cérémonie. Un grand nombre de personnalités en vue dans le monde des affaires, de la politique et du travail y seront présents, en qualité d'invités d'honneur. M. Trépanier étant de plus l'agent d'affaires du Local 790, de l'union des employés de tramways de Montréal, un grand nombre de ses confrères du tramway se préparent à aller fêter un des leurs qui leur fait si grand honneur. Bref, cette fête qui sera présidée par un vétéran du mouvement ouvrier international, M. Gus. Franq, promet de remporter un succès sans précédent, qui sera tout à l'honneur de ce champion des droits populaires, M. Raoul Trépanier.

LEO RETTINGER, 4291, rue Mentana. Tél.: FA 1764.

L'UNIONISTE CONVAINCU

L'homme ne vaut et ne tient que par ses convictions.

Cela est si vrai que quand on dit de quelqu'un, "C'est un homme convaincu", on fait de lui un des plus beaux éloges qui soient.

Etre convaincu c'est avoir des principes, savoir leur pourquoi, leurs raisons d'être, y croire, les vivre, cela implique une connaissance approfondie, une connaissance raisonnée et surtout beaucoup de volonté.

Il y a obligation réelle pour l'ouvrier qui veut vivre son unionisme, d'approfondir et d'élargir en lui ses connaissances dans notre système économique, nos législations ouvrières, connaître non seulement les besoins mais aussi les devoirs de l'ouvrier afin d'en tirer une conclusion saine.

Si nous sommes de tièdes unionistes, des apôtres de façade? C'est que nous ne sommes pas des convaincus! Nous n'avons pas cet état unioniste qui consiste dans l'adhésion totale de l'esprit à la vérité, et dans la conformité pleine de la volonté aux devoirs qui découlent de cette vérité.

Donc en résumé pour être un convaincu il ne faut pas redouter l'étude ni les sacrifices afin d'être éclairé et renseigné.

Ce n'est pas tant cependant d'avoir des principes en rapport avec nos questions sociales en harmonie avec les dictées de nos devoirs, il faut les vivre ces principes, les faire entrer dans notre vie de chaque jour, y conformer sa conduite, partout et toujours.

Prêcher d'exemple d'abord, mettre la force de ses convictions au service de son union.

Créer autour de soi une atmosphère de

UNE DERNIERE REPONSE

A M. GERARD PICARD

En lisant l'Action Catholique du 27 octobre, j'ai pris connaissance de la réplique de M. Picard à mon article en réponse à sa chronique syndicale du 18, et comme il dit: "nous allons nous efforcer de rédiger la chronique la plus amusante que M. Matte ait encore lue". Je puis lui dire immédiatement quelle est très amusante sa chronique, car il sait très bien renverser les rôles et rejeter sur les autres les fautes des siens, mais comme il lui faut — comme toujours d'ailleurs — se servir d'un ministre du culte pour lui servir de bouclier, je me permettrai simplement de lui dire, que si dans la grève de la robe à Montréal l'on avait renseigné clairement l'autorité religieuse en leur disant qu'une poignée d'ouvrières, de moins d'une centaine, voulaient dicter à 5,000 ouvriers et ouvrières ce qu'ils devaient faire, je suis convaincu que leur déclaration n'aurait pas été la même, et pour me servir de l'expression de M. Picard, je puis lui dire que j'ai encore assez de "culot" pour lui réitérer que s'il y avait une violation de la loi les mandats d'arrestation qui avaient été émis ne seraient pas restés sans exécution.

Maintenant, comme M. Picard ne peut faire mieux que de se servir et des prêtres et des évêques pour chercher à les faire attaquer, je puis lui dire, ATTENTION M. Picard, car ce jeu peut vous jouer de mauvais tours, et si la charité chrétienne que l'on enseigne dans notre religion est si bien mise en pratique par vous je puis vous dire immédiatement: *Que ceci est ma dernière réponse à vous.* Il vous serait très profitable de méditer sur le jugement de l'honorable juge A. Forest, de la Cour Supérieure, dans l'affaire de la Acton Vale Silk Mills, Ltd, vs huit membres du syndicat catholique du textile, et vous pourriez aussi méditer les paroles de son Excellence le délégué apostolique qui disait il n'y a pas bien longtemps: "La religion n'est pas pour une langue seulement", alors vous pourriez en conclure que les Encyclopes n'ont pas été faites uniquement pour les syndicats catholiques, puisque celui de Sa Sainteté Léon XIII a été publiée au-delà de quinze ans avant l'avènement des syndicats catholiques dans le Québec et ce sous le règne de la Fédération Américaine du Travail, et lors de la publication de "Quadragesimo Anno" M. Matthew Woll, le vice-président de la Fédération américaine du Travail fut l'un des premiers à s'en réjouir et à féliciter notre Saint-Père le Pape pour son beau geste et son admirable encyclique.

En terminant souvenez-vous que ceci est ma dernière réponse, et que mon temps est trop précieux pour continuer une polémique avec un homme qui ne regarde pas aux pires conséquences pourvu qu'il atteigne son but.

JOS. MATTE, Québec.

GRAND RALLIEMENT OUVRIER A QUEBEC

Lundi le 8 novembre, un grand ralliement ouvrier aura lieu, en la ville de Québec, au Palais Montcalm. Cette assemblée sera sous les auspices du comité de propagande du Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis, dont M. Michael Walsh est le président.

Parmi les orateurs on mentionne MM. Raoul Trépanier, vice-président du Congrès des Métiers et du Travail; Gustave Franq, ancien président de la Commission du Salaire Minimum des Femmes et maintenant président de l'exécutif provincial du Congrès des Métiers et du Travail; Me Lucien Rodier, aviseur légal des unions internationales; Omer Fleury, président du Conseil Fédéré de Québec, et L. A. Beaudry, vice-président général de la Fraternité des Wagonniers de chemins de fer.

droiture, se faire encourageant pour ceux qui fléchissent et éduquer ceux qui ne savent pas.

Aller de l'avant sans craindre sa peine, sans regretter les efforts qui semblent inutiles; monter vers le mieux crânement, résolument.

Etre unioniste pas à demi, intégralement, comme le sont les convaincus.

EMILE HOGUE, B. S. W. U. Local 249

Index des unions ouvrières

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at "Assistance Publique" Hall, 460 Lagachetière Street East. President, Raoul Trépanier, 1153 St. Denis Street; Corresponding Secretary, J. E. Gariépy, 11 St. Paul Street West; Vice-Presidents: Pierre Lefèvre, room 10, Monument National, and Jack Cuppello, 415 St. Catherine Street East.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790 — Association Amalgamée des Employés de tramways électriques et de Chauffeurs d'autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway, and Motor Coach Employees of America; Quartiers généraux — Headquarters: 1153, rue Saint-Denis, téléphone: LANcaster 2503. Officiers — Officers: Gérard Gagnon, vice-président international; Gérard Gagnon, vice-président; J.-Georges Gagnon, vice-président; J.-A. Philibert Corrievau, secrétaire-financier — financial secretary; Raoul Trépanier, agent d'affaires — Business agent; Alberto Brodeur, trésorier — treasurer; John Alary, secrétaire-correspondant; Wilfrid Latour, sentinelle. Le local se réunit le deuxième mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue Saint-Denis.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, Local 134. — Assemblées régulières: 2e et 4e vendredis soirs de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue Lagachetière Est. Président, Lionel Therrien, 1607, rue Sicard; Vice-Président, C. Letendre, 1616, rue William-David, CL 6039; Secrétaire-Archiviste et Correspondant, C. Miron, 5517, 11e Avenue, Rosemont; Secrétaire-Financier, R.-B. Lamarche, 4605, rue Delorimier, chambre 7; Secrétaire-Trésorier, A. Bertrand, 2345, rue Aylwin, AM 1880; Guides: O. Côté et A. Lapierre; Sentinelle, A. Berthiaume; Maître de cérémonies, Jos.-P. Lefebvre, 4504, rue Garnier; Gardien, H. Dubuc, Comité local de protection; Président, H. Vaillancourt, 2404, rue Rouen, FR 5590; Secrétaire, H.-J. Limoges, 3973, rue Sainte-Catherine Est, AM 0171; Membres du Comité: P. Nolet, 7350, 11e Avenue, Rosemont, CL 6220; Jos. Gour, 4539, rue Delorimier, AM 9177; Alfred Gauthier, 2105, rue Préfontaine, FA 1562; Auditeurs: A. Deniger, 2402, rue Chapleau, D. Roy, 4602, rue Cartier, D. Laporte, 2020, rue Valois.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DEBARDEURS, Local 373, INTERNATIONAL ASSOCIATION OF LONGSHOREMEN, Local 373. — Quartiers généraux — Headquarters: 406, rue Champ de Mars; téléphone: HARbour 0728. Officiers — Officers: Karl Troisans, Président; J. M. Shannon, Secrétaire-Trésorier — Secretary-Treasurer; Donat Bibeau, Agent d'affaires — Business Agent; Arthur Gravel, Vice-Président; Hector Marchand, Secrétaire-Archiviste français; Bert Lexmond, Secrétaire-Archiviste anglais — English Recording Secretary; Georges Duchaine, Interprète — Interpreter; Lucien Morel et Téléphoneur Brûlé, sergents d'armes. Le local se réunit le 1er et le 3e lundi de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Débardeurs, 406, rue Champ de Mars, et l'exécutif les dimanches précédant les assemblées régulières, à 9 heures du matin.

FRATERNITE DES PEINTRES, DECORATEURS ET TAPISSEURS D'AMERIQUE, Local 319 — S'assemble le 2e et le 4e lundi au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président: J.-E. St-Laurent, 4045, rue Lafontaine; vice-président: Jules Boulet, 1465, rue Champlain; secrétaire-correspondant: Edgar Gilbert, 8677, rue Henri-Jullien; trésorier: L.-P. Boisselle, 4502, rue Marquette; secrétaire-financier: Ernest Desève, 6631, rue Saint-Dominique; conducteur: Albert Goudreau, 9078b, rue Notre-Dame Est. Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621, rue Coloniale; Clovis Guibault, 5614, rue Delorimier; Lorenzo Tremblay, 472, rue Galt, Verdun. Gardien: Joseph Girard, 8145, rue Saint-André. Agent d'affaires: Arthur Renaud, 560, rue Congrégation, Tél. Fitzroy 0995.

UNION DES CHAUFFEURS DE TAXIS, Local 797, affiliée à la Fraternité internationale des Charretiers, Chauffeurs d'autos, Hommes d'écurie et Aides. — Bureau: 1419, rue Drummond, de 9 heures à midi et de 1 heure 30 à 6 heures, excepté le samedi: de 9 heures à 1 heure. Président: Raymond Gravel, 2360, rue Fullum; vice-président, Louis-A. Lafleur, 6387, Chambord; secrétaire-trésorier, Roméo Marchand, 7504, Berri; secrétaire-archiviste, Emmanuel Crevier, 2354, des Erables. Directeurs: Frank W. Auten, 1070 Union Avenue; Louis Cohen, 4906, avenue de l'Hôtel-de-Ville. Téléphone: PLateau 5730 — 2e étage.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS-COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455, Montréal. — S'assemble le troisième mardi de chaque mois, au Monument National, chambre No 15, 1182 Saint-Laurent. Président, Bruno Roy, 1214 Villeneuve; vice-président, K. Slovsky, 294 Villeneuve ouest; secrétaire-trésorier, Frank Giroux, 254 Ste-Catherine est, chambre 11; secrétaire-archiviste, Arthur Millard, 3380 Jean-Talon, Ville Saint-Michel. Heures de bureau, tous les mardis de 7.30 à 8.30; les mercredis de 2.30 à 4 heures p.m., et les premiers et derniers vendredis du mois à 7.30 p.m. au No 254 Ste-Catherine est. Samedi le bureau est fermé.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTRIERS-MENUISIERS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT COUNCIL OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président, Édouard Doucet; Vice-président: Ferdinand Doucet; Trésorier: Emery Lanthier; Secrétaire: Pierre Lefèvre; Gardien: L.-G. Bélaïr; Agents d'affaires, Édouard Toussaint et Jack Shears.

Les assemblées sont tenues tous les mercredis soir à 8 heures, au Monument National, 1182, boulevard Saint-Laurent, chambre 10. Téléphone: LANcaster 5764.

LOCAUX AFFILIES

- U. L. 134, s'assemble tous les lundis soir au Monument National, chambre 15.
- U. L. 178, s'assemble le 1er et le 3e jeudi, au Monument National, chambre 10.
- U. L. 1127, s'assemble tous les lundis soir, au Monument National.
- U. L. 1244, meet the 2nd and 4th Thursday, at Monument National, Room 14.
- U. L. 1360, s'assemble le 1er et le 3e lundi, à 4030, rue Notre-Dame Ouest.
- U. L. 1375, s'assemble le 1er lundi, à 159, 1ère Avenue, Lachine.
- U. L. 1558, s'assemble le 1er vendredi, à 1651, rue Létourneau.

U. L. des MEMBRES ASSOCIES, s'assemble le 2e et le 4e mardi, au Monument National, chambre 11.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTRIERS-MENUISIERS D'AMERIQUE, Local 134. — Président, Ferdinand Doucet, 1909, rue Cartier; vice-président, Elzéar Bernier, 1508, rue Darling; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 1182, boulevard Saint-Laurent, Chambre 10; secrétaire-financier, Édouard Larose, 6568 Delanauddière, CR 8064; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316 Gifford; conducteur, J.-B. Roy; sentinelle, Zénon Primeau. Le local s'assemble tous les lundis soir de chaque mois au Monument National, 1182, boulevard Saint-Laurent.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL

To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 31; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Walter Forrest; Vice-President, Charles Arpin; Recording Secretary, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 103, 686 Notre Dame Street, West. Executive: John Moore, Alfred Quéry and J.-A. Ricard. Auditors: John Kelly, E. Pettit, Arthur Langevin. Telephone: MARquette 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craft Street East.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145

— Assemblée le samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président: J.-W. Blaquière, 4247, rue Saint-Zotique, téléphone: CLairval 3486; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3392, rue Dorlon, téléphone: AMberst 7034.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176

— Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel. Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Philip, Secretary - Treasurer, Room 103, 686 Notre Dame Street, West. Business hours: 9.00 a.m. to 5.00 p.m., Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m. Telephone: MARquette 7489.

UNION DES TRAVAILLEURS EN CHAUSURES, Local 249. — BOOT AND SHOE WORKERS' UNION.

— S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331 Ste-Catherine est. Président, Henri Bolland, 6389, rue St-Laurent; 1er vice-président, G. Champagne, 5311, des Erables; 2ème vice-président, Paul Métyer, 1469, Dorion; secrétaire-archiviste et correspondant, Noël Gervais, 2112 Wolfe; agent d'affaires et secrétaire financier, C. McKercher, 1351, Ste-Catherine est, téléphone Clherrier 6511 (privé CL 6123); sentinelle, Arsène Leclair, 2289 Delorimier. L'exécutif s'assemble le 1er et le 3ème mercredi de chaque mois à 1331 rue Ste-Catherine est, à 8 heures du soir. Président, D. Donaldson, 398-9e Avenue, Pointe-aux-Trembles, P. Q.; secrétaire, N. Poirier, 4102 rue Bordeaux.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTRIERS-MENUISIERS D'AMERIQUE, Local 1558

— Maisonneuve. Assemblée le 1er vendredi du mois au No 1651, rue Létourneau, Temple des Buffalo. Président, J.-A. Chamberland, 1526, rue St-Germain; vice-président, Aram Houlé, 4598, rue Lafontaine; secrétaire-archiviste, correspondant et financier, Charles Thibeault, 2611, rue Bourbonnière; trésorier, J.-W. Corbell, 2444, rue Montsabrè; conducteur, L. Durand; gardien, Jos. Cournoyer; syndics: Aram Houlé, Ovide Proulx, P. Bonneau. Délégués au Conseil de District: J.-A. Chamberland, J.-W. Corbell.

Les règlements canadiens touchant le classement et le marquage des volailles habillées spécifient que pour être classées dans la catégorie "Nourrie au lait", les volailles doivent présenter une couleur blanche dans tous les dépôts de graisse. La peau et la chair doivent avoir une texture molle, montrant que les oiseaux ont été engraisés en épinette ou en parquet pendant un temps suffisant pour amollir les muscles."

Tous les ouvriers veulent une certaine aisance, et il ne faut pas les en blâmer. En encourageant l'étiquette de l'union, ils obtiendront cette aisance pour eux tout en la procurant à d'autres travailleurs qui sont aussi des unionistes.

Téléphone: CRescent 4168

Maison Canadienne-Française

Unionistes — ATTENTION — Union Men

DYER & CLEANER

J. H. Breton

Teinturier & Nettoyeur

Réparations et pressage de tous genres

2461 Des Carrières - MONTREAL

Mazaryk et les syndicats ouvriers

Par G. STOLZ, secrétaire adjoint de la Fédération Syndicale Internationale.

Mazaryk, le grand démocrate et homme d'Etat qui vient de mourir, est des attaches avec le mouvement ouvrier et particulièrement avec les syndicats dès le début de sa carrière publique. Non seulement il fut, en 1896, avec quelques militants syndicaux, co-fondateur de la centrale syndicale d'éducation, mais il participa même à de grandes luttes syndicales. Sa femme fut la fondatrice de la Fédération des travailleuses syndicalistes.

Quand Masaryk naquit en 1850, son père venait seulement d'être libéré, deux ans auparavant, du servage; au reste, cette condition servile continua de peser sur lui puisqu'il dut servir comme cocher dans un domaine impérial. La pénible existence de ses parents et sa propre jeunesse sans horizon — il débuta dans la vie comme apprenti forgeron — ne lui permirent jamais d'oublier le sort de la population laborieuse. Masaryk eut toujours une large compréhension du prolétariat, de son combat journalier pour une existence meilleure, des heures de travail plus courtes, une protection sociale efficace. Comme, selon sa propre expression, il s'était attaché, depuis le début de sa vie publique, à poursuivre "la réforme sociale positive", il possédait une notion parfaite de la signification du syndicalisme, le plus puissant moyen de réforme sociale.

A l'époque de la grande grève des mineurs ayant eu lieu en 1900 à Kladno il fit, à la demande des syndicats, une série de conférences aux grévistes, afin de maintenir leur moral. Il trouva des accents étonnamment justes au sujet de la nécessité de la journée de huit heures: "Quand nous considérons l'évolution suivie en ce siècle par l'industrie et les conditions économiques, nous constatons que la durée journalière de travail s'est raccourcie au cours du temps. Au début, quand l'industrie n'existait pas encore, les hommes étaient astreints à travailler jusque tard dans la soirée. Ce ne fut qu'avec la naissance de l'industrie et lorsque la machine fit son entrée dans les fabriques, qu'une réglementation des conditions de travail se substitua à leur inorganisation antérieure". Que les aspirations du prolétariat ne se bornent pas à la durée du travail mais visent au relèvement du niveau d'existence, apparaissait comme une chose allant de soi aux yeux de Masaryk. Il déclara un jour au sujet du jeu des incidences entre durée du travail et salaire: "Touchant la rémunération de l'ouvrier, l'expérience des pays les plus avancés nous enseigne que le salaire n'est pas moindre si la durée du travail diminue. Chez nous, au contraire, le salaire est d'autant plus médiocre que la durée du travail est plus longue". Masaryk se rendait exactement compte de l'importance du problème de la durée du travail: "En constatant combien la réduction de la durée du travail agit, par l'hygiène, sur la santé, comment elle agit sur l'intelligence et sur la moralité — au sens le plus large du terme — nous avons reconnu alors la formidable importance de ce problème."

A cette époque déjà Masaryk posait la question de savoir comment les objectifs visés sur ce terrain par les travailleurs pourraient être atteints. Il recherchait des moyens positifs et, du reste, au début même de sa carrière publique n'avait il pas déclaré que "l'action est le principe capital de la science politique". C'est dans le même sens qu'il a dit: "Les travailleurs ne doivent pas chercher à agir seulement dans le sens négatif par la grève, ils doivent agir aussi dans le sens positif principalement en stimulant efficacement les syndicats".

Les déclarations que Masaryk fit en 1900 aux mineurs grévistes de Kladno sont significatives pour l'appréciation de la grève, la plus forte arme des syndicats: "Vous luttez par le refus de travail et pourtant vous accomplissez le plus grand travail que le monde ait vu depuis des années. Vous luttez sans recours à la violence, par la patience et l'endurance. Je suis certain que vous remporterez la victoire, justement en ne recourant pas à la violence".

"Veillez, s'écria-t-il à la fin de son discours, à conquérir la justice par la justice. L'ordre que vous observez vous sera d'un grand secours et d'un grand appui et vous fera comprendre la signification de votre lutte. Cet ordre a une grande importance car il est l'indice de la lutte menée par une grande force, une lutte pour la vraie liberté: l'émancipation économique et sociale".

Masaryk ne se trouvait pas personnellement dans les rangs du mouvement ouvrier, mais dans la politique pratique. Il agissait en étroite communauté avec elle.

Il vit un puissant mouvement ouvrier prendre son essor dans les années 1890 à 1900. Il estimait à sa juste valeur son unité et comptait sur elle. Constamment le politique Masaryk fut aux côtés du prolétariat; bien souvent il fut avec lui et jamais il ne se tourna contre lui. Dans son livre "Les bases philosophiques et sociologiques du marxisme", il essaie de réfuter la conception marxiste du socialisme.

Masaryk s'associa au prolétariat et au syndicalisme dans toute la mesure où ses convictions le lui permettaient. Il fut, en sus, le chef de la libération politique du peuple tchèque. Les syndicats de son pays continuent maintenant à agir sur la base créée par Masaryk. L'indépendance nationale donna à la nation tchèque une condition essentielle et indispensable d'action (et c'est en quoi réside le grand mérite historique de Masaryk) pour l'acheminement vers cette autre émancipation plus profonde et plus haute: l'émancipation sociale.

UNE BELLE FETE D'INAUGURATION

Un beau succès a marqué la fête organisée par la direction du département éducatif de l'union internationale de la confection de la robe.

Cette soirée, qui tombait l'avant-veille de la Toussaint, ne pouvait être plus propice pour l'inauguration des activités sociales, dont la première série des cours d'études, a été commencée lundi le 1er novembre.

Des centaines de personnes assistaient à cette soirée dansante de l'Halloween, dans des costumes les plus variés. L'entrain des danseurs était féérique au son d'une musique entraînante. Mme S. St-Aubin, présidente du local 262 présidait à cet événement social.

Un grand nombre de représentants des unions ouvrières reliaisaient de leur présence cette fête remplie de gaieté, parmi lesquelles on distinguait Mlle Rose Pesota, qui est venue de New-York spécialement; M. et Mme Bernard Shane; S. Kayser et N. Boncheik, organisateurs; Mmes H. Desroches et A. Galarnau, organisatrices du local 112; M. Smedlow, secrétaire du local 49 des chapeliers; Mlle Alice Riendeau du local 249 de la B. S. W. U.; Frank Lewis, Peter Bercovitch, M.P.P.; Ben Drolet, représentant *Le Monde Ouvrier*.

Un programme de chants et de danses a été exécuté avec satisfaction et les artistes reçurent de vifs applaudissements. M. Claude Jodoin, l'âme dirigeante de cette fête, agissait comme maître de cérémonies.

REUNIONS FREQUENTES DES EMPLOYES DE TAVERNES

Les employés de tavernes, d'hôtels et de restaurants qui ont fait le sacrifice de joindre l'union internationale de cette profession s'inspirent du désir que tous ceux qui n'ont pas encore pensé à s'associer à leurs co-travailleurs le feront sans plus tarder.

Il y va de l'intérêt de la profession, que cette catégorie de travailleurs fasse des efforts surhumains et s'unisse par une coopération étroite afin de promouvoir le relèvement des conditions de travail qui lui permettra de vivre décemment.

Les conditions d'emploi dans lesquelles se trouvent placés les milliers de commis de tavernes, d'hôtels et de restaurants rendent la tâche quasi impossible aux officiers du local 200 de pouvoir tous les rejoindre, c'est pourquoi ils ont pensé que des réunions générales se tiendraient dorénavant les deuxième et quatrième dimanches de chaque mois. Que des assemblées spéciales de propagande soient tenues tous les lundis au bureau du local 200, 1419 rue Drummond, afin d'accueillir les employés de cette industrie qui ne peuvent pour des raisons valables assister aux réunions régulières. Pour informations s'adresser au secrétaire E. Désormiers, Tél. Pl 5730.

A BATONS ROMPUS (Suite)

Une polémique, plus ou moins acrimonieuse, dure depuis quelque temps entre le chroniqueur ouvrier de l'*Action Catholique* et l'un de nos collaborateurs de Québec. Nous n'avions nullement l'intention d'intervenir dans cette controverse, mais, dans le numéro du 27 octobre dernier, on dit: « dans la province de Québec, il n'y a que les communistes et les unions internationales qui soient opposés à l'existence légale des syndicats ou unions. L'organe communiste montréalais *Clarté* est là pour appuyer notre avancé. »

Nous nous permettons de faire remarquer à M. Picard que l'incorporation des unions ouvrières est sujette à discussion, il y a du pour et du contre; tous les dirigeants des unions internationales n'y sont pas opposés, mais ceux-ci se conforment à la décision de la majorité, tout comme nous sommes convaincus que plusieurs des dirigeants du syndicalisme catholique sont loin d'y être favorables. Ceux-ci aussi, nous supposons, font taire leur opinion personnelle par esprit de discipline. De plus, nous nous sommes laissés dire que nombre de syndicats catholiques n'étaient pas incorporés. Si tel est le cas, pourquoi?

Il y a des sommités légales qui ne sont pas non plus entichées de la loi des syndicats professionnels. Alors, pourquoi affirmer qu'il n'y a que les communistes et les unions internationales qui y sont opposés? C'est un rapprochement qui n'a pas sa raison d'être. Pourquoi toujours vouloir dénigrer son prochain parce qu'il diffère d'opinion avec soi? Quand on est à court d'arguments et qu'on veut détruire son homme, on le traite de communiste; un point, c'est tout.

Pour terminer, cet article dit: « Ce n'est pas notre faute, si, chez nous, pendant que l'on arrête des membres des syndicats catholiques, les communistes circulent en liberté. » Lorsqu'un individu cause des dégâts à la propriété du voisin ou qu'il commet des actes repréhensibles, il s'expose à être arrêté et poursuivi devant les tribunaux qui décident s'il est coupable ou non. Devrait-on faire exception quand ce sont des membres des syndicats catholiques? Il est indéniable que, lors de la malheureuse grève de Acton Vale, certains membres des syndicats catholiques ont commis des actes de violence et se sont imaginés être au-dessus de la loi. On peut à la rigueur les excuser, mais chercher à leur donner raison, c'est mal et c'est les inciter à récidiver.

« Des communistes circulent en liberté. » Puis après? Peut-on arrêter un homme parce qu'il croit à une utopie, du moment qu'il est respectueux des lois du pays et qu'il ne commet aucun acte repréhensible? Nous ne sommes pas communistes, nous n'avons pas l'intention de le devenir, nous réprouvons même cette philosophie que nous croyons fautive, mais cela nous permet-il d'empêcher d'autres d'y adhérer et d'y croire. Dans une véritable démocratie, les opinions sont libres, comme nous l'avons déjà dit, on ne peut tuer une idée en emprisonnant ses adeptes.

Au cours de la semaine, les membres du Junior Board of Trade de Montréal ont été régalez d'une causerie par M. George Hodge, gérant du bureau du personnel du Pacifique Canadien; celui-ci, de par ses fonctions, a acquis une vaste expérience dans les relations entre sa compagnie et ses employés, c'est pour cela qu'il aurait déclaré « qu'en autant que les chemins de fer canadiens sont concernés les relations entre employeurs et employés sont excellentes »; il estime que « l'industrie devrait suggérer les mesures nécessaires pour régler à l'amiable les différends ouvriers et ainsi prévenir des grèves, car autrement ils seront forcés, tôt ou tard, de s'entendre par des moyens dont les résultats ne seront favorables à aucune des parties en cause ».

Nous partageons entièrement les vues que M. Hodge a exprimées, il devrait toujours y avoir un terrain d'entente entre le Capital et le Travail; malheureusement trop de capitaines d'industrie considèrent encore « le travail » comme une marchandise dont le prix doit suivre les fluctuations du marché de l'offre et de la demande; tout comme il y a encore beaucoup trop d'ouvriers qui ne comprennent pas qu'il est de leur devoir de faire partie de leur union de métier et qu'en ne le faisant pas ils empêchent d'autres travailleurs de conclure des contrats collectifs efficaces — (notez que je ne dis pas des conventions collectives de travail, car il y a une nuance entre les deux: les premiers établissent des salaires et des conditions d'union; les deuxièmes ne mettent généralement en vigueur que des salaires de compromis, c'est-à-dire bien moins élevés que les salaires d'union) — le meilleur moyen d'entente entre le Capital et le Travail réside dans de fortes unions ouvrières. La preuve: les fraternités d'employés de chemins de fer et les compagnies ferroviaires. N'est-ce pas vrai, M. Hodge?

Les ménagères de Toronto ont l'intention de se former en union pour boycotter le lait et ainsi forcer la commission laitière ontarienne à rappeler la majoration d'un sou par pinte de lait qu'elle vient de fixer. Qui avait l'audace de dire que le peuple se laisserait tondre à perpétuité!

DEMANDEZ


LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR

BEER



MOLSON

Brassée à Montréal

depuis

151 ANS

Brewed in Montreal

since

151 YEARS

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL

Le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal a tenu une importante assemblée jeudi soir dernier, sous la présidence de M. Raoul Trépanier, assisté du vice-président Pierre Lefèvre.

Des nombreuses questions vinrent devant cette assemblée, et celle qui fit le sujet de discussion prolongée se rapportait aux droits des unions ouvrières d'accorder des contrats de compétence aux ouvriers qui se sont qualifiés de par examen.

On redoutait depuis quelques temps que le gouvernement enlève aux organisations ouvrières le droit d'émettre les cartes de compétence aux ouvriers qui veulent obtenir du travail, car différents communiqués étaient publiés dans les journaux à cet effet. Il ne semble plus y avoir de doute à la suite de la lecture d'une lettre venant du ministre du Travail, l'hon. W. Tremblay, qui déclare que: Le Lieutenant-gouverneur-en-conseil n'accorde plus désormais aux comités conjoints existants, l'autorisation d'octroyer aux organisations ouvrières, le privilège d'émettre des certificats de qualification; ces certificats seront désormais sous la responsabilité exclusive des comités conjoints de l'industrie ou des métiers concernés.

Toutefois les organisations ouvrières pourront maintenir leur bureau d'examineurs et les comités conjoints pourront agréer les recommandations de ces bureaux l'examineurs et procéder subsequmment à l'émission de certificats de qualification en se basant sur leurs recommandations.

Si une bombe avait été lancée par un ennemi quelconque, l'effet n'aurait pas été plus grand, que lorsque les délégués prirent connaissance d'un tel document qui met en danger l'existence des unions ouvrières dans cette province.

Une discussion acerbe s'engagea sur la question et les orateurs s'opposèrent au gouvernement de vouloir intervenir dans l'émission des cartes de compétence quand aucune demande ne lui en a été faite par le travail organisé.

Les délégués Wolfe, Lefèvre, Carrigan, Larose, Swendlow, Galt et le président Trépanier, parlèrent longuement sur la question, ils ont affirmé que les métiers les plus affectés par cette décision du gouvernement Duplessis, étaient les métiers de la construction; que la loi avait été amendée afin de légaliser la carte des unions et qu'en enlevant ce droit aux unions ouvrières, la décision arbitraire du ministre du Travail protège plutôt le non-unioniste et place les ouvriers organisés dans une très mauvaise situation; on ne voit, dirent-ils qu'un *scheme* pour briser les unions dans cette province.

Le président Trépanier tire une conclusion de tout cela, c'est que le gouvernement Duplessis cherche par le moyen qu'il prend, de connaître la force du travail organisé de cette province, et s'il voit qu'il ne possède pas la force qu'il s'attribue, alors il établira le corporatisme. Il appartient donc, dit-il, d'adopter une résolution bien définie, afin d'être en mesure de présenter nos protestations au premier ministre lors de l'entrevue qu'il est heureux d'accorder aux délégués des conseils centraux de Montréal, Québec et Trois-Rivières, lundi le 8 novembre.

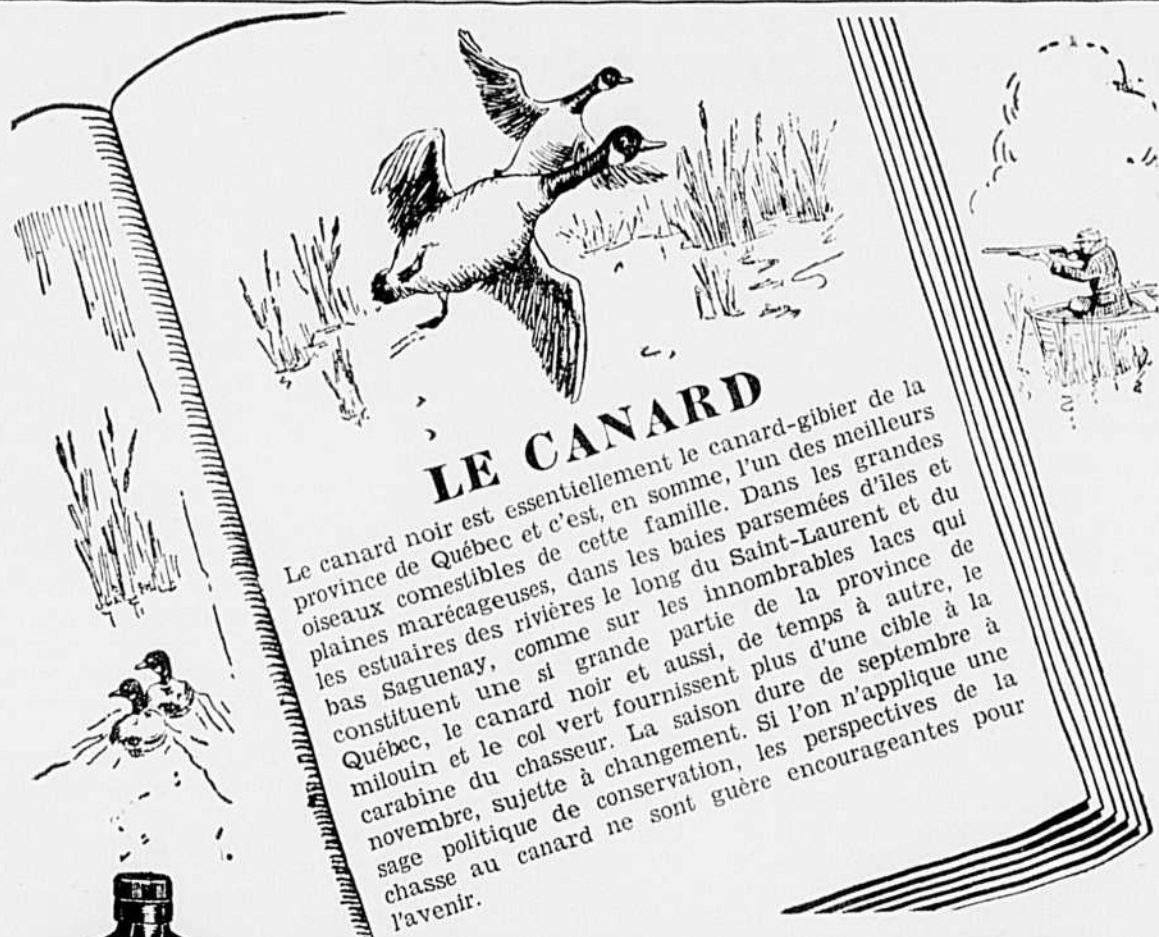
Une résolution a été présentée par le délégué Pierre Lefèvre et Renaud, autorisant la délégation de protester contre la décision du ministre du travail, en ce qui a trait à la carte de compétence.

Plusieurs correspondances furent lues par le secrétaire J.-E. Gariépy, se rapportant au premier Duplessis, relativement à la délégation qui doit l'entrevoir lundi le 8 novembre; de la United Garment Workers' Union de Toronto et de la United Rubber de Kitchener, Ont., informant le Conseil, que les produits de certaines firmes ont été placés sur la liste injuste. Pour faire suite au sujet de l'étude et des devoirs des enfants à l'école, un M. D. C. Logan, surintendant des écoles protestantes, considère que la question a été dûment étudiée par les commissaires, mais que l'étude à la maison n'est pas forcée pour les élèves des classes primaires, mais seulement pour les élèves des classes élémentaires.

Sur proposition des délégués Wolfe et Carrigan, le conseil continuera ses protestations contre le fait de forcer les élèves de faire leurs devoirs à la maison.

Le Conseil des Métiers et du Travail s'est déclaré cent pour cent contre l'importation de marchandises japonaises et condamne ce pays pour son attaque injustifiée envers la Chine.

Une communication de la loge 606, des wagonniers faisant tenir au Conseil le



LE CANARD
Le canard noir est essentiellement le canard-gibier de la province de Québec et c'est, en somme, l'un des meilleurs oiseaux comestibles de cette famille. Dans les grandes plaines marécageuses, dans les baies parsemées d'îles et les estuaires des rivières le long du Saint-Laurent et du bas Saguenay, comme sur les innombrables lacs qui constituent une si grande partie de la province de Québec, le canard noir et aussi, de temps à autre, le milouin et le col vert fournissent plus d'une cible à la carabine du chasseur. La saison dure de septembre à novembre, sujette à changement. Si l'on n'applique une sage politique de conservation, les perspectives de la chasse au canard ne sont guère encourageantes pour l'avenir.



40 ONCES \$ **2.65** 26 ONCES \$ **1.90** 10 ONCES **85¢**

Cette Réelle Saveur de Hollande

Gin de Kuyper

EN VENTE AU CANADA DEPUIS PLUS DE 100 ANS

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN DE KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande—Maison fondée en 1695. 1937

LA GUERRE ET LES MALAISES SOCIAUX

Le véritable ennemi de la civilisation, ce n'est pas la guerre mais les mécontentements sociaux, dit Bernard Shaw:

«Aucune civilisation, quelque splendide, illustre et semblable à la nôtre qu'elle soit, ne peut résister aux ressentiments sociaux et aux conflits de classes qui cause une répartition stupide et mal faite de la richesse, du travail et des loisirs; et c'est la seule leçon de l'histoire qu'on n'enseigne jamais dans nos écoles, ce qui contredit le philosophe allemand Hegel qui a dit: « Nous apprenons de l'histoire que nous n'apprenons jamais rien de l'histoire ». Réfléchissez-y. »

C'est là un grand sujet de méditations car nous avons chez nous nombre de mécontentements sociaux, du fait que les grèves mal réglées par l'intervention souvent de gens qui ne connaissent rien de la question sociale et qui tranchent du potentat pour résoudre des problèmes qui leur passent par-dessus la tête. Ce ne sont pas ces derniers qu'il faut trop blâmer, si, pour faire leur cour aux puissants, on les pose comme arbitres en des questions où le doigté n'est pas suffisant, mais où il faut l'expérience, ou si on ne l'a pas, être capable de s'extérioriser de son ambiance, de sa caste, de son caractère, pour « se mettre dans la peau du cheval », dans la peau du travaillant dont on voudrait de nouveau faire une bête de somme. Ces questions mal définies et mal résolues laissent des ferments de rancune dans les consciences. Encore une fois, ce ne sont pas ceux qui se laissent faire une douce violence pour accepter une mission difficile qu'il faut critiquer, mais ceux qui vont les chercher pour régler des différends dont ils ne connaissent ni la nature, ni l'origine, ni leurs répercussions dans notre vie sociale. Ils les contraignent à

texte d'une résolution contre le monopole électrique et en faveur de la protection du petit commerce et de l'industrie. Cette question a été référée à l'exécutif qui en fera rapport à la prochaine assemblée.

La livraison par bicyclette dans les épiceries et autres commerces fut longuement discutée et le secrétaire reçut instruction de protester auprès des autorités. Après la transaction des affaires de routine, l'assemblée fut ajournée au 18 novembre.

faire des actes repréhensibles qui auront des conséquences dont ils n'ont pas prévu la gravité. Si les gens n'ont pas eu toute la justice qu'ils attendaient ils s'en prendront à ceux qui sont venus opposer leur veto à des conventions dont ils n'ont pas même soupçonné la perversité. Ils servent d'instruments pour ourdir de sourdes machinations favorisant les intérêts de gens qu'ils ne connaissent pas et dont ils deviennent les complices. Le peuple ne leur tiendra pas compte d'un dévouement qui tourne contre lui. Au lieu d'en vouloir aux véritables auteurs de ses maux il se mettra en colère contre les arbitres. C'est illogique peut-être, mais les foules sont impulsives, elles prennent la main qu'elles trouvent dans le sac, sans s'enquérir de ceux qui les ont poussés dans ce guépier.

Cette mésentente, ce malaise qui résulte de l'introduction d'un corps étranger dans l'organisme se comprend. La chair et les tissus fatalement le repousseront. Ce sont là des germes latents de guerre qui éclateront à un moment donné, demain ou après-demain, on l'ignore. Bernard Shaw continue:

« Ce qui se passe actuellement en Espagne et en Chine peut nous arriver demain. Mais ce qui est pire c'est que la nature, notre mère à tous, ne se préoccupe pas de la manière dont nous tuons et des souffrances que nous endurons. Quel que soit le nombre des morts, elle les remplacera; elle le fait tous les jours. Pour elle, la vie d'un empire ne compte pas plus qu'une heure pour vous et pour moi. »

Quelle attitude prendront-nous, devant les événements troublés qui se préparent? Shaw y répond:

« Nous ne devons donc compter sur aucune Providence divine pour mettre fin à la guerre. Si nous ne voulons pas de guerre, c'est à nous tous de nous y opposer. Je déteste la guerre non seulement pour ses dangers et ses inconvenients, mais à cause de la perte de tant de jeunes gens, dont l'un peut être un Newton, un Einstein, un Beethoven, un Michel-Ange, un Shakespeare ou même un Shaw; ou encore, ce qui est plus important sur le moment, un bon boulanger, un bon tisserand ou un bon constructeur.

« Dans ma jeunesse, la guerre ne m'intéressait pas personnellement, parce que ce sont des soldats de carrière qui la faisaient. Mais maintenant que les avions viennent au-dessus de chez moi et que

les gouvernements m'enlèvent à mon travail préféré pour faire de moi un soldat, je ne puis plus longtemps me désintéresser de la guerre.

« Vous direz que je suis trop vieux pour être soldat. Si les nations avaient quelque bon sens, elles commenceraient leurs guerres en envoyant leurs plus vieux hommes au front. Elles ne risqueraient la vie de leurs jeunes qu'à la dernière extrémité.

« S'il se produisait une autre guerre mondiale, il resterait deux refuges à la civilisation: les Etats-Unis et la Russie. »

C'est la Presse qui nous donne ce compte rendu intéressant d'une conférence du grand écrivain à Londres. Il y a beaucoup de substance dans cet article. Il est certain qu'on a supprimé les parties les plus intéressantes. Mais le bouquet spirituel qu'il en faut lire, c'est cette phrase: « Si nous ne voulons pas la guerre, c'est à nous de nous y opposer ». Il est certain que les volontés unanimes des peuples mettraient fin à ces boucheries. Autrement dit: La guerre cessera faute de combattants. C'est une vérité de La Palisse mais bien difficile à établir. Quand nous cesserons de fournir de la chair au canon, cette machine de mort cessera de fonctionner. Tant que les moutons que l'on conduit à l'abattoir se contenteront de bêler plaintivement et ne feront rien pour soustraire leur cou au couteau, on les immolera à jamais à nos appétits. Nous avons un avantage sur les bêtes, mais nous n'en usons pas, c'est de nous organiser pour substituer la force à la faiblesse, pour que le grand nombre ne se laisse pas massacrer par une poignée de fauves voraces. On organise des battues dans les bois pour traquer les bêtes sanguinaires, comme les renards, les loups et nous ne serions pas capables d'en faire autant pour débarrasser le monde des Mussolini, des Hitler, qui tiennent les peuples à l'agonie avec cette menace de guerre constante suspendue sur nos têtes par un fil! Ce serait si simple pourtant d'organiser notre destin, si les esprits et les consciences n'étaient pas compliqués, si, au lieu d'être des catholiques, des protestants, des communistes, des fascistes, nous étions tout simplement des hommes! Si nous attachions à la vie un prix infini, parce qu'elle est bonne quand on la comprend et qu'on sait s'y adapter, mais si brève, qu'il faut en jouir non pas intensément, mais comme on déguste un verre de vin précieux, au goût, à l'arome pénétrant, lentement, à petites lampées.

JULIEN SAINT-MICHEL.

The Burden of Unemployment

It Should be Rightfully Borne by Industry. Industrial Democracy Superior to the Systems of Autocratic Control Prevailing in Countries Where the Rule of Dictator Is Supreme.

By BERNARD ROSE.

When the depression began, those who were the unfortunate victims of it, became very emphatic in their demand for Government assistance. The cry resounded through the land that no man or woman willing to work should starve. That, if the workers were involuntarily unemployed, and likely to continue so for a lengthy period, failing the finding of employment, the State must either provide relief or, through public works, create employment enabling willing workers to earn sufficient to maintain themselves.

In the United States and our own country, the Government has protected industry — protected it not only by tariffs, but the maintaining of law and order. In communities where no Government functions to maintain law and order, the strong man by virtue of his physical prowess or the possession of lethal weapons can secure by force what one or those in possession of wealth refuse to give him.

The workers in industry, whether as craftsmen or tending machines, are engaged in producing wealth or carrying on services that earn for the owners or share-holders profits or dividends. Machinery and superior organization established the era of mass production. No effort was made to synchronize mass production with a consumption by the masses in their quality as consumers to purchase all that they required not only in the shape of necessities, but comforts and luxuries.

The owners of industry, taking advantage of the ability and inventiveness of clever or well trained citizens, utilized every new device to either speed up production or reduce the number of workers. Industry carried on for profit in a competitive society did not manifest any concern because, through the adoption of labor saving devices and an increase in production, thousands of workers found themselves on the street in the bitterest sense of the term.

In normal times, in the United States, the number of unemployed aggregated from one to two millions. What the depression did, was to emphasize in a very striking way, what a calamity economically and socially, prolonged unemployment becomes. The clamor for Government intervention and assistance became so general and persistent, that the authorities were compelled, in order to save millions from absolute destitution, to vote the necessary funds out of taxes or loans to provide the barest necessities of life for those who, without them, must die of starvation. It is not only grown men and women who suffer because of unemployment through no fault of their own, but millions of helpless, innocent little children who, with agonized eyes, wan faces, and empty stomachs, pleadingly and tearfully approach their distracted parents and ask why they are deprived of the food they urgently crave, the shoes they need and the clothes they must wear. One can, therefore, quite appreciate the state of mind of parents when confronted with a situation of this kind.

There are, of course, well fed individuals who throughout their pleasant lives never lacked necessities or luxuries. They resented the attitude of the workers and their representatives in demanding that the Government impose whatever taxes were required, or borrow needed funds to sustain the law abiding citizens who were unemployed — through no fault of their own. When occasionally a distraught workless citizen gave utterance to sentiments that were regarded as radical, the self-satisfied citizenry felt that the Government was too easy in dealing with agitators.

Let me repeat what I have said on scores of occasions: no one can be less influenced by appeals in favor of revolution or reaction than the employed satisfied worker, earning a fair wage, employed a reasonable number of hours, and assured of employment as well as protected against the dangers of industry and the economic peril of old age. The best evidence of this is seen in the orderly manner in which the population in the United States and Canada conducts itself. Our own Province is a splendid example of the sobriety, long-suffering, and refusal on the part of its workers to be stampeded by agitators of the Right or the Left. Would anybody dare insinuate or suggest that when he is employed and working under good conditions, the French Canadian employee is likely to join a radical or reactionary organization? Those who are associated with him and have been for many years, know that he stands for order, peace, respect for traditions and the carrying out of the precepts of his faith.

I have insisted that the burden of unemployment should not be wholly assumed by the Government. I have contended, and repeat my contention that unemployment should be a charge upon industry in exactly the same way as industrial accident. Why should the Government be called upon to continue relieving, by means of grants or doles, the victims of industry carried on for profit! That the situation is one that has become not only serious but tragic, is evidenced by the frankness shown by hitherto hesitant politicians and others, who were somewhat timid in expressing the view that industry must and should bear the burden of its own sins. This view is instructively stressed in a letter published in the June, 1936, issue of the Atlantic. The editor of this well-known monthly publishes: "A letter from Unorganized Labor." In it the writer says: "The one big point I am trying to make is this: the President, Congress, brain-trusters, and professional politicians have to take all the blame for the depression, whereas it should be placed where it rightfully belongs, on the doorstep of capital and industry." * * * "This writer never slept on the job during or after the war, never received 'wartime wages,' but was laid off in 1932 after working for a large industrial concern for ten years, seven days a week, and not even told why. This same corporation to-day is turning out more product with not more than half the men it used five years ago, and at no time during the depression has it put forth the least effort to put more men to work, except where it could actually profit by so doing." * * * "While labor-saving machinery is responsible for idleness of hundreds of thousands of men, it is not wholly to blame for the present situation. There's a scheme far more damaging and sinister than the labor-saving machine, which was initiated by one of the larger steel companies and has spread like an epidemic, not only to that, but to all other big industry. It is known as the man-hour system." * * * "In the large plant that initiated this 'system' the Assistant General Manager was frequently seen in the plant at three

Damned for Doing Nothing

By DR. CHARLES STELZLE, Executive Director, Good Neighbor League.

"What must I do to be damned?"

Nothing — that's all.

You're damned — condemned — if you just sit still.

That's the law in the physical world.

If you sit still long enough, you'll never get up again. If you never lift your arm you'll soon be unable to raise it at all. If you remain in darkness and never use your eyes, you'll soon become blind.

It's the law in the mental world. If you never exercise your brain, never read, never study, never talk to anyone, never permit anyone to talk to you — your mind will become blank — maybe you'll become insane.

The most horrible punishment that could be inflicted upon you is not twenty years of hard labor, but twenty years in solitary confinement.

It's the law in the spiritual world. Simply shut your heart to all truth, and after a while you won't be able to believe anything — that is the severest penalty for not accepting truth.

The process of disintegration and death begins when a man shuts himself out from the forces that make for life. The body and mind and spirit are kept alive through constant constructive use.

* * *

It's the law in the economic world. Strife — meaning "strenuous endeavor" — is the law of economic life. To strike is the final, clumsy, form of strife, and men turn to it only as a last resort — when all other forms of strife have failed.

To strive is a softer and no doubt a better word and a better method to express the requirements in industry.

The workers will never "arrive" by doing nothing. To drift into this state will justify the same penalty that befell men physically, mentally, and spiritually, when they stopped using the God-endowment gifts that are given to all men. And the workers will then have no one to blame but themselves.

Furthermore, it will be in vain to expect others to do for the workers what they must do for themselves. It will not help men if others use their eyes, their arms, their minds, their hearts, if they do not exercise their own — and they will also lose the respect of their fellow-men. And this applies to the economic world as much as it does to every other form of life.

* * *

This is not a "parable." We are seriously discussing the most fundamental law of all life, and it will not require a course in philosophy, or science, or mathematics, to understand how all this applies to the workers.

It means, in plain language, that nobody else can, or will, do for the workers what they will not do for themselves — and keep doing it!

The union label, shop card and button are the best accelerators of higher wages, shorter hours and better conditions.

The weapon of peaceful persuasion is in your hands—the Union Label. Use it intelligently!

o'clock in the morning, not actually passing out 'pink slips,' but watching the men whose duty it was to pass out as many as possible." * * * "Over a period of five years this particular company was able to dispense with something like half the number of employees it had formerly used, and, by thus cutting down its payroll proportionately, it was able to show enormous profits." * * * "It entirely overlooked the fact that the men it was laying off constituted a huge market for automobiles and many other commodities made of steel products. This was really the beginning of the depression, and it began at least two years before the stock-market crash in 1929." * * * "Now, Mr. Editor, I ask you: Is it so strange that the workers of America want to be organized for protection against unemployment and hunger? If effective unionism is so horrible to contemplate, why does England have it? I am not a member of any union. I don't suppose that I am eligible. I don't even have any relatives who are union people. But I know justice and injustice when I see them. I also can recognize hungry and emaciated children when I see them, and one doesn't need to walk more than a block in any town or city to see plenty of them, either. I also know what it is to be hungry and penniless, without an opportunity to earn a dime for nearly two years, and God knows I was trying every minute to find a job." * * * "If the steel industry had put forth half the effort that the automobile industry has, we'd have been out of the depression long ago."

Can we therefore blame the millions of workers who have gladly grasped the opportunity of joining the movement started but a few months ago, the principal objective of which is to enroll the men and women employed in the different crafts and occupations hitherto ignored by the principal labor organization in the United States. With the labor movement occupying the importance it should and must, as a national institution and agency interested in the economic and social welfare of the masses, industry will be forced of its own motion or following pressure exerted by the Government, to make provision to care for those who are deprived of employment, as a result of the use of the machine or the system to which the writer of the letter quoted says leads to the dismissal of thousands of workers.

Industry exists to supply human wants, notwithstanding that, in the opinion of those who direct it and own its machinery, it should only function to give profits to those who own and direct it. Industry can only function in the measure that what it produces can be sold and consumed. Its directors, therefore, must always bear in mind that, unless the number of consumers is maintained or increased through augmented demands for comforts or luxuries, it cannot be carried on profitably for any length of time. Unless industry grapples with the question of unemployment, the demand for a measure of socialization will become so insistent, that no popularly elected Government will be able to resist the pressure exerted by the electors to guarantee the workers employment and security.

What has been accomplished by Proctor & Gamble and other firms that have followed their example could and should be followed by industry generally. It is far better, from the standpoint of the owners and directors of industry and the workers, that in a country governed constitutionally with universal suffrage, to democratize industry, rather than allow the development of a powerful sentiment or demand in favor of the systems of industrial and political control, that now prevails in countries where the dictator is supreme and the will of the people as well as their welfare ignored.

Man and Ideals

The Educated and Intelligent Worker Co-operating with His Fellows Can Exercise the Necessary Influence to Secure Reforms Making for Human Well Being.

By BERNARD ROSE.

Man's striving toward an ideal, whether it be economic, social, or moral, should teach us to be tolerant of different viewpoints. The worker finds that, as an individual wage earner offering his services in a competitive wage market, he is at a decided disadvantage. As a consumer he must pay the price for the commodity or service demanded by the vendor or utility selling the service. In a competitive society, he is, as a wage earner and consumer, between two forces, neither of which he can in any way influence, and against which he is impotent, unless he organizes and through the co-operation he secures by united effort, modify the conditions that otherwise affect him when he seeks employment, without the aid of the beneficial pressure which the trade unions can exercise on his behalf.

The recurring depressions have demonstrated to the worker in the most emphatic way, that not only must he educate himself, but organize, in order to secure that economic and political consideration to which he is entitled as a producer and a citizen.

The intelligent worker of either sex is no longer content to continue as a mere industrial drudge, dependent entirely upon the will and whim of the employer in the matter of employment and compensation. He is learning, as a result of the investigations carried on by his leaders and broad-minded social and economic thinkers, that society can be reformed without a resort to violence, if the workers will take the necessary steps to influence industry and Government.

Eminent educators are troubled in conscience because they cannot reconcile a poverty in the midst of a present and possible abundance without parallel, or precedent since the dawn of history. In his book, "The Human Comedy," the late James Harvey Robinson, who was also the author of the "Mind in the Making," discussing "the age of plenty," says: "We need a lot of education to set us on the right economic track. But it must be a new brand of education which accepts as its corner stone in the economic and social world the economy of abundance which is veritably 'just around the corner,' if we only had enough sense to realize it." * * * "No more grim or ironical lines have ever been written in the human comedy than those of which our own generation has been the author — starving in the midst of plenty, and ordering the curtailment of food and industrial production when men and women and children are hungry, ill-clad, and abominably housed."

Why women and children should be hungry, ill-clad, and abominably housed when such excellent facilities exist for providing food, clothing, and housing in abundance is a question, that must be answered by those who wish the present order of society maintained. If, through education, we can enlighten all those in authority, industrially and politically, as to not only their responsibilities, but their opportunities in all that affects human well being, we should have made very good progress. The workers likewise must be educated to appreciate the advantages and necessity of using their organizing power to secure from employers, that compensation and consideration to which they are entitled. It is, as the late Prof. Robinson points out, a matter of intelligence. The economic problem is the first and most important one. Discussing it, he states, "At any rate, we may rest certain that if we do not put intelligence to work upon the problem of governing ourselves, Fascism, war, and calamities unparalleled may await the human race."

A strongly organized trade union movement functioning in a democracy is the best safeguard against Fascism, war and other calamities. He further points out, "To the modern historical student, somewhat familiar with man's long past and aware of the possibilities of the next five hundred thousand years, national arrogance appears well nigh as farcical as the pomposity of an individual man." We cannot expect that all men will reason alike, but we have a right to demand that the average intelligent wage earner of either sex become conversant with the problems, the solutions of which depends entirely upon themselves.

The educated worker in democratic countries, knowing the fate that has overtaken the wage earners in the lands where dictators rule, will do his utmost, through the agencies available, to prevent the development of that bigoted nationalism, that prevents a better understanding between nations, an understanding that is urgent and necessary, if we are to prevent the calamities and the chaos that will follow the unrestrained exercise of the power possessed by dictators, whether they profess to be leaders of the proletariat or regenerators of their country.

The workers must fight against the possibility of Caesarism political or industrial. The human brain that has evolved the magnificent machines that have made possible so great an abundance, should be equally capable of coping with and solving the problems that are demanding, with ever increasing urgency, a speedy solution.

UNION LABEL BROADCAST

I. M. Ornburn, Secretary-Treasurer, Union Label Trades Department, American Federation of Labor, will give an address on UNION LABEL XMAS GIFTS from 6:30 p.m., over the Blue Network of the National Broadcasting Company on Tuesday, November 30.

This talk will be in connection with a campaign among our Holiday shoppers to buy only Union Label Christmas Gifts.

The Union Label Trades Department urges all members of Organized Labor to listen in and also to notify their neighbors about this broadcast by telephone or otherwise.

DON'T FORGET! Tuesday, November 30, 6:15 to 6:30 p.m., on the coast-to-coast network of the National Broadcasting Company. The subject will be UNION LABEL XMAS GIFTS.

TRADE UNIONISTS IN THE HEPBURN CABINET

Two seasoned trade unionists have been sworn in as members of Premier F. Hepburn's reconstructed cabinet.

Hon. Peter Heenan, of Kenora, a member of the Engineers, retains his post as Minister of Lands and Forests, and Hon. M. M. MacBride, of Brantford, a "Typo" was made Minister of Labor.

During the campaign Hepburn announced his intention to increase the responsibilities of the Labor Department. Administration of the Workmen's Compensation Act is to be transferred from the Attorney General's Department to MacBride's jurisdiction. The labor chief-tain will also administer the Industrial Standards Act and the Minimum Wage Act and will have general supervision of all other social and labor legislation.

GROWTH OF RAILS SEEN

Railroads of the country will continue to be the mainstay of the nation's transportation service, in the view of Dr. C.-S. Duncan, economist of the Association of American Railroads. He believes that demands of industry for transportation will continue to increase in the next 25 years at a rate greater than the growth in population.

"Business will find in the future vast and increasing population with increasing individual wants to be supplied," he said. "I cannot believe that any trend toward intensive activity, elimination of waste, relocation, better materials, substitution of gas and electric power for coal, all of which are now new, will wholly counterbalance increased productivity and increased commodity movement."

"It is my opinion that ton-miles of transportation will increase somewhat faster than population growth, due to expanding individual wants, or rising standard of living so that business and transport agencies may look forward at long range to more production and greater transportation service demand."

"Diversion of traffic from the railroads, largely to trucks on the highways became noticeable after 1924. But indications are that the railroads are now regaining some of the lost traffic. For some of the competitors the time is almost here when they will have to assume more serious responsibility, with added costs. Some freight will return from them to the railroads, and railroad ton-mileage will rise above the 1929 level."

"There will have to be adjustments as between transport agencies, as a matter of course. I hope they can be made on a sensible basis, including reasonable and business-like consolidation and a commensurable regulation."

CARNATION CONTENTED COW IS IN THE UNION NOW

The Carnation Company, producers and distributors of the well known milk "from contented cows," now employs union labor, as the result of a contract recently signed with the American Federation of Labor, covering employees at the firm's Oregon, Ill., condensery.

The new contract, which embraces all workers at that plant except plant superintendents, assistant plant superintendents, foremen, fieldmen, clerical help or others having authority to hire or discharge, extends to December 31, 1939.

A 44-hour work week, with time and a half for overtime above nine hours in any one day is established for general employees, with 49 hours for a few specified lines and 56 for night watchmen.

The contract established a minimum wage rate of 45 cents an hour for men and 35 cents an hour for women, with 5 cents less for the first thirty days of employment. Employees are entitled to one week's vacation with pay. A limited seniority rule is established and an arbitration board set up for settlement of any disputes, without resort to strike, during the life of the contract.

JAPANESE BOYCOTT DEMANDED

President P. M. Draper of the Trades and Labor Congress of Canada has joined with the A. F. of L. and the British Trade Union Congress, in urging Canadian workers to boycott Japanese goods. He called on the government to place an embargo on shipments to Japan of Canadian goods, particularly those "which may be used in the manufacture of armaments."

In a statement issued this week, Draper condemned Japan's "systematic massacre of the civilian population in China" and added:

"I was very happy to read the outspoken condemnation of Japanese aggression which formed part of the speech delivered by President Roosevelt at Chicago."

LOW-WAGE BOSSES SHAMED

Washington employers who are demanding a minimum wage rate of \$14.50 a week for women employees of retail stores were made to look pretty cheap this week when it was pointed out to them that the Federal Government pays its charwomen \$21 a week and its minor office employees \$24 a week.

These figures were presented by David Kaplan, research director for the International Association of Machinists, at hearings before the recently-established Minimum Wage Board for the District of Columbia.

Kaplan followed a number of employers who have been out for the \$14.50 rate.

Dr. William Leiserson of the National Mediation Board contended that \$18 a week was the rock-bottom minimum.

"If these women had a militant labor union, they wouldn't need a minimum wage act," Dr. Leiserson said.

The Board has concluded hearings and is expected shortly to determine rates under a minimum wage act passed back in 1918, later declared unconstitutional by the United States Supreme Court and reinstated early this year when the highest tribunal reversed itself in upholding the validity of similar legislation enacted by the state of Washington.—Labor.

COMMERCIAL WIRE MEN SEEK BIG MEMBERSHIP

With a gain in membership of 68 per cent already noted in the past two years, the Commercial Telegraphers' Union of North America, which will begin its 36th year of A. F. of L. affiliation December 6, is launching a campaign to organize all commercial telegraphers in the United States.

This powerful campaign is in keeping with plans approved at the recent Chicago convention of the C. T. U.

Reports submitted to the convention by International officers, including President Frank B. Allen, showed the union's contracts with the United Press, Universal Service and the International News Service, have been renewed with gains for the union repeatedly for thirty years without interruption by strikes.

Since the Postal Telegraph & Cable Company has signed union agreements in many cities, and particularly with the advent of the National Labor Relations Act, officials believe that agreement with the Associated Press and the long non-union Western Union are nearer than ever before.

LABOR LAW OVERRULED

The Appellate Court of New Zealand, in a 3-to-1 decision, overruled the wages and hour legislation lately enacted there. The decision was on the administrative work in enforcing the new law.

The court held that clerical workers should not be considered as engaged in industry. The effect of this ruling is to deny "white collar" workers the benefit of higher wages established by the government, and to bar them from participating in the 40-hour week of "blueshirt" workers.

Patronize the business man who patronizes you and your cause by being fair to Union Labor.

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

Notice is hereby given that Ethel Sadie Davidson Case, of the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec, wife of Francis Harold Case, machinist, of the City and District of Montreal, County of Hochelaga, Province of Quebec, will apply to the Parliament of Canada, at the next session thereof, for a Bill of Divorce from her husband, the said Francis Harold Case, on the grounds of adultery.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this eighteenth day of September, A. D. nineteen hundred and thirty-seven.


JOSEPH K. WERGLER,

Attorney for Applicant.


Room 705, Tramways Building, Montreal.

40-45

WE DO OUR PART



Members of the Boot & Shoe Workers' Union for 40 Years and to-day Canada's ONLY Men's Shoe Manufacturer belonging to the UNION.



THE SLATER SHOE COMPANY
MONTREAL CANADA

Insist Upon the UNION STAMP!

A. F. of L. vs. C. I. O.

Representatives of the American Federation of Labor and the Committee for Industrial Organization Differ Widely on Provisions For Ending Controversy That Divides the Entire Family of Organized Labor; Both Groups Favor Industrial Organization; A. F. of L. Proposes That C. I. O. Unions Return to the Federation as Separate Unions; Lewis Group Insists That the Entire C. I. O. Group Shall Have an A. F. of L. Department of Its Own With Complete Autonomy.

Text of A. F. of L. Proposal

1. All national and international unions chartered by the American Federation of Labor now holding membership in the Committee for Industrial Organization are to return and resume active affiliation with the American Federation of Labor. Immediately upon resumption of such affiliation with the American Federation of Labor these organizations will be accorded all rights and privileges enjoyed by them prior to the formation of the C. I. O. and as is provided in the Constitution and Laws of the A. F. of L.

2. In respect to other organizations affiliated with the Committee for Industrial Organization: Conferences shall be held immediately between representatives of organizations chartered by the A. F. of L. and organizations chartered by the C. I. O. and which may be in conflict with each other, for the purpose of bringing about an adjustment to bring the membership into the A. F. of L. upon terms and conditions mutually agreeable.

3. Organization and administrative policies not mutually agreed to shall be referred to the next convention of the A. F. of L. for final decision. In the meantime an aggressive organizing campaign shall be continued and carried forward among the unorganized workers along both INDUSTRIAL and CRAFT LINES as circumstances and conditions may warrant.

4. The foregoing contemplates the establishment of one united, solidified labor movement in America and the termination of division and discord now existing within the ranks of labor. Therefore, the C. I. O. shall be immediately dissolved.

EDITOR'S NOTE. — As we go to press we receive a dispatch saying that the negotiations between the A. F. of L. and C. I. O. have been resumed and the hopes for peace appear brighter than at any time since this unfortunate breach was made two years ago. *The Labor World* wishes this peace parley every success for upon it depends the well-being of all organized workers on the American Continent.

NEW COST OF LIVING INDEX FOR BRITISH WORKERS

With the wages of 1,250,000 workers in England still governed by the cost of living index figure, the British Government has finally capitulated to the demand of labor organizations that a new inquiry on the cost of living in Great Britain be made.

The inquiry, recently started by Minister of Labor Brown, may require a year to complete. Samples of family budgets will be secured from 10,000 industrial workers' homes and 1,250 agriculture families. Personal visits will be made to homes by volunteers cooperating with regional labor exchanges maintained by the Ministry of Labor.

The present schedule of arriving at the index figure includes only food, rent, clothing, light and fuel. No luxuries and many items now regarded as necessary to the comfort and well being of working people have been included. Workers insist that fruits and vegetables be included as a necessity also many items of feminine use. The new figure, which will likely be used extensively in the regulation of wages for unskilled or unorganized workers it is stated, will be based on "working class family" needs.

CONTROL OF NEWSPRINT OUTPUT LOOMS IN QUEBEC

The Quebec government has ample power to prevent overproduction in the province's newsprint industry and will not hesitate to use it, Premier Duplessis declared this week.

"The government," he said, "intends to safeguard the thousands of workers in the industry."

Text of C. I. O. Proposals

Industrial Organization

1. The A. F. of L. shall declare as one of its basic policies that the organization of the workers in the mass production, fabricating industries be effectuated only on an industrial basis.

C. I. O. Department in A. F. of L.

2. There shall be created within the American Federation of Labor a department to be known as the C. I. O. All of the national and international unions and local industrial unions, now affiliated with the C. I. O. shall be affiliated with such department. This department shall be completely autonomous operating under its own departmental constitution and shall be directed by its own properly designated officers. This department shall have the complete and sole jurisdiction in regard to (a) the organization of the workers in the industries described in Point (1) above; and also (b) any matters affecting its affiliated organizations and its members.

National Convention to meet C. I. O. Demands

3. There shall be called at such time and at such place as may be agreed upon between the A. F. of L. and the C. I. O. a national convention which shall be attended by all of the national and international unions and local unions affiliated with the A. F. of L. and the C. I. O. This convention shall be called for the purpose of approving the foregoing agreement and for working out the necessary rules and regulations to effectuate the same and to guarantee fulfillment of the programme.

FROM OUR READERS

Del Rosa, California, U. S. A., Oct. 28th. Editor, *The Labor World*.

I note Bernard Rose's article, "An Economic Calamity". It is, and a human one, also. And the root source of it lies in the double fact that we humans mistakenly base ownership upon acts of will (whether that of direct robbery or of acts of legislatures, kings, or whatnot) instead of recognizing the natural basis of membership, the individual's act of producing, of working, and our custom of seeking to equate products, needs, etc., instead of the actual duration of service of normal adults involved in our non-gift transfers of control over objects.

If we humans through the world were wise enough to our own individual and collective good to treat the individual's act of production as the primary cause of ownership—of right to determine dispositions of and to charge for; and put all our non-gift transfer of ownership onto the hour-for-hour equating of services basis, every normal adult could find veyself (herself or himself) something to do for which others would be willing and able to serve vey (her or him) in return. Thus each would become self-supporting in lines chosen by veyself, and the results of which were pleasing to a sufficient number of other persons.

It is our false basis of ownership and of trading that gives a few humans the opportunity—and breeds in them the incentive to utilize the opportunity to the maximum of monopolizing natural resources and embodied human service. If every normal adult had to render another an hour of service for each hour of non-gift service vey (she or he) received from another. It would be a physical and mathematical impossibility for any to get ownership of so much of the

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Le seul journal ouvrier bilingue
au Canada
Un médium national pour les ouvriers.
MARCEL E. FRANCO
Secrétaire de la rédaction — Secretary
BEN. DROLET
Gérant de la circulation — Manager



The Labor World

Canada's Only Labor Bilingual Paper.
A National Medium for the Workers.

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile,
Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest,
Montréal.

WE HAVE HELPED HUNDREDS TO OBTAIN positions as Letter Carriers, Postal Clerks, Customs Examiners, Clerks, and Stenographers, etc., and can help you. Write us for proof and free information. M. C. C. Schools Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada.



J. Alderic Raymond • VICE-PRESIDENT

PLATEAU 0762

AVENUE TAVERN

100% ORGANIZED

Light and Dark Ales and Lagers
Special Parlor for Ladies

1445 Bleury Street, MONTREAL
Opposite Imperial Theatre

SIMMONS

BEDS, SPRINGS, MATTRESSES

Built for sleep

Montreal, Toronto, Winnipeg,
Vancouver

embodied service of the world as to prevent others employing themselves singly or in voluntary groups. Our present custom which enables some to appropriate the services of others is what divides us so unnaturally into an employing (so-called) class and an employed (so-called) for wages or salaried class. The natural way would be for all wishing to work in a plant to be members of the firm and jointly self-directed in their joint undertakings—none employers or employees of the others, but all jointly serving the customers of the firm. The customers are the real, the natural, employers of the producers.

Equal Freedom for normal adults would mean free natural resources for any to utilize in self-directed serving of fellow humans. The natural way is for each normal adult to be both a producer and a consumer—as a producer serving others, and as a consumer being served by others, thus being in fact both employee and employer in a basis sense.

But while we maintain unequal freedom we may have to try various makeshifts for semi-relief from the effects of that unequal freedom.

Sincerely,

VAUGHN BACHMAN BROKAW.

WAGES, NOT SUBSIDIES, IS THE DEMAND OF WORKERS

Countess Baldwin, wife of the former Prime Minister, suggested in a public address that needy families be "subsidized" for every fourth or subsequent child. "A better scheme," said a British labor leader, "would be to pay British workers a decent wage. The countess might mention that fact to her wealthy husband."

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian Workmen, at our six modern Refineries one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED



Our Leading
Amusement
Places

Dans nos
Théâtres

PALACE

Jeanette McDONALD

in

THE FIREFLY

with Allan JONES, Warren
WILLIAN, Billy GILBERT

CAPITOL

"LANGER SPY"

with DOLORES DEL RIO
PETER LORRE

JANE WITHERS in
WILD and WOOLLY

PRINCESS THEATRE

Mr. and Mrs. MARTIN JOHNSON'S

BORNEO

SIGHTS NEVER SEEN BEFORE!

Added Attraction

NINO MARTINI in

MUSIC for MADAME

Joan FONTAINE

Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Made in Canada by

Northern Electric
COMPANY LIMITED

Plant and General Offices
MONTREAL, P. Q.

DOMINION BRIDGE CO.

Limited

Head Office and Works at
LACHINE, P. Q.

Branch Works:

Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

MONARCH GAS RANGES

Made by

Canadians

for

Canadian Homes



Tél. Lancaster 3858

Salon de Fleurs St-Denis

1590, RUE SAINT-DENIS, (Edifice du
Théâtre St-Denis)

Spécialités:

Bouquets de Noces, Tributs Floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du
"Monde Ouvrier"

Mme J. Z. PILON, Rés. Harbour 7901